



# MON OEIL!...

Édition du 17 septembre 2018

Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

*La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé*

[www.cssante.com](http://www.cssante.com) [www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante](https://www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante) <https://twitter.com/cssante>

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/>

---

## PLUS ENCORE QU'UNE QUESTION DE SANTÉ

J'étais devant Radio-Canada avant le débat des chef.fe.s jeudi dernier. La foule de manifestant.e.s était importante et, quels que soient les discours, tous convergeaient vers le même message : on en a assez de ne pas être écouté ! Parce que, au-delà des chiffres évoqués, des montants réclamés, des réalités décrites, ce qui ressortait, c'est le déficit démocratique, le recul de l'écoute par le gouvernement de cette population qui vit et subit les conséquences des politiques qu'il formule, décide et applique.

Au gala des Gémeaux hier soir, un artiste rappelait un conseil reçu à ses débuts dans le métier: « Tu as deux oreilles, et une bouche : écoute deux fois plus que tu parles ! » Un conseil que ne semble pas avoir reçu la majorité de nos politicien.ne.s et de nos chef.fe.s.

Depuis le début de la campagne, on ne retrouve effectivement pas cette écoute dans les propos du premier ministre. Rien de surprenant puisque depuis son élection et tout au cours de son mandat, Philippe Couillard et ses ministres n'ont pas écouté ce que la majorité des citoyen.ne.s n'ont cessé de leur répéter sur les effets de ses mesures d'austérité.

Évidemment, quand on débute son mandat en énonçant un mensonge comme constat de la réalité, ça enlène le reste du discours et des solutions proposées.

S'il est vrai qu'il manque de revenus au gouvernement pour assumer ses responsabilités, il fallait plutôt remettre en question les baisses d'impôt accordées dans vingt dernières années, et la volonté tant des libéraux que des caquistes de poursuivre dans cette voie pour le prochain mandat (pour le PQ, bien qu'il ait agi de même sous le gouvernement Landry, Jean-François Lisée rejette pour le moment l'idée de recommencer).

Rappelons les solutions proposées par la Coalition Main rouge, dont une réforme des paliers d'imposition qui pourrait augmenter sensiblement les revenus et l'équité, en diminuant la contribution fiscale de 70% de la population (dont les revenus sont inférieurs à 50 000 \$), et en ajoutant des échelons en progression pour les revenus plus élevés.

À ceux et celles qui répètent qu'on ne peut augmenter les impôts des entreprises au moment où le gouvernement Trump vient de baisser drastiquement les siens, nous pouvons répondre que nous pouvons au moins agir sur la question de l'évasion fiscale et des paradis fiscaux.

Quant au fait que nous payons nos médicaments au Québec jusqu'à 38 % plus cher que dans d'autres pays développés, je le rappelle : à 7 milliards et demi de dollars en médicaments prescrits (en 2014), ce sont des économies de près de trois milliards de dollars par année qui pourraient être réalisées par le Trésor public en rendant entièrement public notre régime hybride privé-public d'assurance médicaments. Comme je l'ai déjà écrit, seul Québec solidaire veut attaquer ce problème de front.

Encore une fois, difficile de comprendre comment un gouvernement comme celui de Philippe Couillard, qui n'a cessé de se présenter comme le champion des finances publiques, et qui se vante depuis plusieurs mois d'avoir remis de l'ordre dans la maison (en sabrant largement dans les services publics), comment un tel gouvernement a pu laisser cette situation perdurer. Un vrai scandale !...

Quant à la CAQ, elle clame depuis le 23 août vouloir mettre fin au gaspillage dans les dépenses de l'État **pour récupérer 1,2 milliard \$** en coupant 5000 postes de fonctionnaires. Mais elle ne souffle mot quant aux économies qui pourraient être deux fois et demie plus importantes, en rendant entièrement publique notre assurance médicaments hybride. Pour un parti qui se vante d'avoir **trop de compétences** économiques, comptables et d'affaires dans son équipe, ça n'annonce rien de bon !

Mais plus problématique encore : dans la campagne actuelle, et de par la façon dont sont organisés jusqu'ici les débats par les médias, toutes les questions sont traitées comme si elles étaient égales, ce qui n'aide pas la population à saisir les enjeux les plus importants et prioritaires par rapport à d'autres.

*Santé, éducation, économie et environnement, identité, immigration et question nationale*, les thèmes du débat de jeudi dernier, sont tous des thèmes importants, mais ne peuvent être placés sur le même pied. Les chef.fe.s et leurs partis sont d'ailleurs d'accord là-dessus, puisque chacun a son ordre de priorité, qui reflète également son projet de société.

Je relisais ce que **j'avais écrit sur cette question** il y a quatre ans, et une élection plus tard, c'est comme si c'était le jour de la marmotte : on ne peut que constater encore une fois qu'à part QS, aucun des autres partis n'a saisi ou ne veut saisir l'urgence d'agir sur le front environnemental.

Or, l'environnement, qu'on relie avec raison à l'économie, a pris du gallon depuis 2014, particulièrement sous la forme du réchauffement climatique. Si nous pouvions auparavant penser que **ça ne se passait qu'ailleurs**, tout le Québec est maintenant en mesure d'en saisir l'importance suite aux canicules qui nous ont submergés au cours de l'été.

Tant et si bien que des groupes et des citoyen.ne.s ont entrepris d'alarmer leurs mairesses et maires sur **l'urgence climatique** parce que ce sont ces élu.e.s qui sont en première ligne pour affronter les conséquences concrètes du réchauffement climatique.

Cette question a aussi été **présente lors de la manifestation** avant le débat des chef.fe.s.

Certain.e.s diront que ça va prendre plus qu'un *die in* pour changer les choses. Vrai.

Mais il n'y a **pas de petits moyens** pour agir : ça, et les nombreuses **lettres d'opinion** qui s'accumulent depuis le début de la campagne finiront peut-être par faire en sorte qu'on mette cette question au centre de toutes les autres.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, **a déclaré** la semaine dernière que les deux prochaines années seront déterminantes si nous ne voulons pas risquer des conséquences désastreuses.

Deux ans, c'est la moitié du mandat du prochain gouvernement.

Si on attend à la prochaine élection, dans quatre ans, nous serons probablement déjà dans les conséquences désastreuses.

Qu'on se le dise : plus encore qu'une question de santé, c'est une question de survie.

Jacques Benoit.